

nouvel état yougo-slave reconnu depuis assez longtemps par l'Entente. Ce qui rend cette question plus délicate c'est que, à l'époque de l'entrée de l'Italie dans la lutte, en 1915, un arrangement intervint à Londres à la suite duquel certaines parties des rives de l'Adriatique furent reconnues comme devant faire partie de "l'Italie Reconquise". Or, les Yougo-Slaves réclament ce même territoire pour la raison que ce sont des slaves qui l'habitent en presque totalité. De plus ils considèrent qu'une sortie sur la mer leur est absolument nécessaire. L'Italie se réclame de son traité et du fait que l'Adriatique doit être et sera une mer italienne.

L'opposition est sérieuse de chaque côté et déjà des engagements ont eu lieu entre les troupes des deux pays. Du point de vue des théories du Président Wilson les Yougo-Slaves devraient avoir gain de cause. Mais alors que deviendra le traité avec l'Italie?

Plus au nord se dresse la question polonaise. Le nouvel Etat demande aussi une sortie sur la mer et réclame Dantzig dans la Prusse orientale. La lutte est engagée à main armée et les puissances de l'Entente hésitent. Viendra plus tard la question roumaine. Au cours des victoires allemandes dans l'est, la Roumanie dut céder la Dobroudja à la Bulgarie et reçut en échange la Bessarabie. La Roumanie demande maintenant la Transylvanie, peuplée en majorité de roumains sous le contrôle actuel de la Hongrie. La Grèce a aussi ses ambitions vers la Macédoine et elle est représentée par celui qui est peut-être le plus adroit diplomate de l'Europe, Venizelos. Et l'on se rappelle que lors du congrès de Vienne, Talleyrand représentant un état vaincu et réduit à l'impuissance, sut profiter de la division qui régnait au Congrès pour emporter les meilleurs morceaux.

Et du côté de la France se présente aigue et difficile la question de la frontière du Rhin. Les hommes d'état français ne veulent plus que reste ouvert le couloir menaçant par lequel eurent lieu tant d'invasions. Quel sera le sort de la Prusse Rhénane, de tout le pays allemand depuis la frontière de Lorraine à l'ouest du Rhin jusqu'à la ligne hollandaise? Les termes de l'armistice et l'occupation de cette partie du territoire allemand par les alliés peuvent faire entrevoir quelle sera la nature des réclamations françaises.

Ajoutons à toutes ces questions brûlantes, celle du retour du Slesvig-Holstein au Danemark à qui Bismarck enleva ce pays en 1864; l'indépendance de la Belgique au lieu de sa neutralité garantie; la rectification de la frontière belge peut-être aux dépens de la Hollande et l'annexion d'une partie du Luxembourg. Voilà certes de la besogne sur laquelle on aura de la difficulté à en venir à une entente parfaite. Il n'est pas surprenant que les préliminaires soient prolongés et que la discussion soit longue et parfois animée.

Le président Wilson continue sa tournée à travers l'Europe. Accueilli à l'égal d'un roi par la cour et le peuple d'Angleterre, recevant au Quirinal les hommages du roi d'Italie, il développe à chaque stage de sa course rapide les idées qu'il a préconisées quand, à des milliers de milles de la scène du conflit, il a théorisé dans le silence de la Maison Blanche, et évoqué ses fameuses résolutions dont la mise en œuvre doit guérir toutes les plaies et cicatriser toutes les blessures. Pendant que sa plume agile courait sur le papier, dans le réduit bien clos de son cabinet de travail, les français sauvaient le monde à Verdun, les anglais et les canadiens à Cambrai et les italiens sur le Piave. Les Huns de notre siècle déportaient des villes entières, saccageaient la Belgique, la Serbie, la Roumanie et le nord de la France, détruisaient ce qu'ils ne pouvaient emporter et marquaient partout la trace de leur passage par le sang et les ruines. Longtemps, bien longtemps après l'origine du conflit, l'armée américaine apportait à la France et à ses alliés l'aide si longtemps attendu.

Et maintenant par un étrange retour des choses c'est le chef de la nation la moins éprouvée par l'affreuse guerre qui est l'arbitre dont on épie les moindres mouvements et dont on scrute chaque parole pour y trouver la confirmation des espérances de ceux qui ont été les plus éprouvés.

La "liberté des mers" et la "société des nations" restent encore, avec les questions territoriales, celles qui passionnent le plus l'opinion en Angleterre et en France. Ni Lloyd-George ni Clémenceau ne paraissent partager l'opinion du président Wilson sur ces deux points. Quant à la liberté des mers, le premier ministre français paraît être dans le plus parfait accord d'idées et d'intentions avec le chef du cabinet anglais. Aux Etats-Unis même, on a l'expression d'opinions fort diverses mais on ne peut faire erreur sur la mentalité du cabinet américain à ce sujet. Le secrétaire de la Marine, M. Daniels, l'a dit clairement: "si le président ne peut faire prévaloir ses vues, il faudra que les Etats-Unis procèdent à la construction d'unités additionnelles qui feront de sa marine de guerre la première du monde".

Quant à la société des nations et la diminution des armements, on se demande de quelle façon et par qui sera faite la police qui préviendra les conflits. Sur ces deux sujets la France et l'Angleterre paraissent agir de concert; l'Italie est un tant soit peu énigmatique. Le président a posé le principe mais n'a pas encore fourni les détails de son application.

Malgré l'armistice, l'état de guerre continue encore dans plusieurs pays. On continue à se battre en Russie et en Sibérie. En Pologne les divers éléments qui se disputent le contrôle poursuivent leur lutte avec acharnement. Le sang coule dans les rues de Berlin. Il s'en faut de beaucoup que la paix règne partout. D'ailleurs pour les peuples comme pour les individus la rivalité accompagnera toujours